

# La solidarité numérique, clé du développement en Afrique : interview avec M. Abdoulaye Wade, Président du Sénégal



Son Excellence Maître Abdoulaye Wade, Président  
de la République du Sénégal. (CRDI :  
Jérôme Gérard)

2003-12-11

*par Mame Less Camara*

*À Dakar le 2 décembre 2003, Son Excellence Maître Abdoulaye Wade, Président de la République du Sénégal, a accordé une entrevue exclusive au journaliste sénégalais Mame Less Camara, pour le Centre de recherches pour le développement international (CRDI). M. Wade est coordonnateur du volet nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD). Cette interview a été réalisée à la veille du Sommet mondial des Nations Unies sur la société de l'information (SMSI) qui a eu lieu du 9 au 12 décembre. Selon M. Wade, les nouvelles technologies sont l'un des huit secteurs prioritaires du NEPAD. En effet, dans ses propos, Wade précise que « les nouvelles technologies ont pris le pas sur ce que l'on devrait faire comme application concrète du NEPAD dans le sens du partenariat avec les pays développés ».*

---

**Monsieur le Président, en tant que coordonnateur du volet NTIC du NEPAD, pouvez-vous nous dire quelle position défendra l'Afrique lors du SMSI ?**

Je rappellerai simplement que le NEPAD, qui est la vision africaine du futur de l'Afrique, est aussi un plan de développement à long terme de l'Afrique, en partenariat avec les pays développés. Je vous indique cela parce que précisément l'essentiel du NEPAD se trouve dans les NTIC à l'heure de la société de l'information. Les nouvelles technologies constituent un des huit secteurs prioritaires du NEPAD, elles sont donc un élément dans un ensemble, dans un mécanisme global.

Par conséquent lorsque nous parlons du gap numérique, il s'agit de l'un des gaps qui nous séparent des pays développés. Je dis cela car en fait on devrait faire cela dans tous les domaines : les infrastructures, la santé, l'énergie, etc., pour dire que les partisans des nouvelles technologies ont pris le pas sur ce que l'on devrait faire comme application concrète du NEPAD dans le sens du partenariat avec les pays développés.

Alors quelle est la position de l'Afrique ? C'est voir les principes et les mécanismes de résorption du gap numérique. Il ne s'agit ni de dosage ni d'approximation progressive, il s'agit de résorber le gap numérique.

### **Donc comment l'Afrique se propose-t-elle de lutter contre cette fracture numérique ?**

Sur le plan du principe, nous avons dit que cette question devra se placer dans le cadre de la solidarité numérique. Sur le plan des mécanismes, nous proposons un fonds. Mais le fonds n'est pas le seul mécanisme qui existe, il y en a peut-être d'autres. Mais nous, en Afrique, nous avons fait notre choix sur le fonds de solidarité numérique.

Notre ambition au départ était l'affirmation d'une morale de la communauté internationale sous la forme d'une charte, tellement le problème est important. Cette charte n'aurait rien de coercitif. Nous avons pensé à une déclaration, sous la forme d'une morale dans ce domaine particulier, réaffirmant l'unité de l'humanité qui est divisée en fait à cause du gap numérique. Je crois que nous n'avons pas été très bien compris de nos partenaires.

A Genève, j'aurai l'occasion de revenir sur cette question. Cela me paraît indispensable. C'est comme une constitution, on fait un préambule pour que la philosophie inspire les citoyens. Dans cette matière aussi nous avons pensé à la charte. La solidarité numérique comme affirmation : les peuples déclarent leur solidarité dans le domaine numérique pour résorber le gap.

### **Et comment vont fonctionner ces mécanismes ?**

Il faut traduire cette volonté par un fonds de solidarité numérique. C'est cela la liaison. Le fonds de solidarité numérique doit être organisé, avoir une direction, disposer d'un siège et de mécanismes.

Dans les mécanismes de réalisation il est prévu un comité de parrainage mondial. Il ne s'agit pas de s'arrêter à Genève sur des déclarations. Il s'agit de mettre en œuvre des structures permanentes. Le fonds, s'il est créé, aura un siège à Genève dans la transparence absolue. Ce comité international est en voie de constitution. Il comprendra certainement un pays d'Afrique, un d'Asie, un d'Europe, les États-Unis et le Brésil.

Il faut aussi expliquer comment il est alimenté.

Si l'on prend l'exemple du Canada, c'est un pays qui contribue par ses moyens propres, les moyens du CRDI, à combler le gap numérique. Les autres pays le font à leur échelle. Comment concilier la solidarité numérique que nous proposons avec cette coopération bilatérale ? À mon avis, il ne faut pas confondre les deux. Créer la solidarité numérique ne touche en rien la coopération bilatérale. Donc la solidarité numérique est un plus qui vient s'ajouter aux mécanismes existants de coopération.

C'est là où nous ne sommes pas d'accord avec l'Europe qui veut que l'Afrique utilise les mécanismes de coopération déjà en place, en les perfectionnant au besoin. Mais comme j'ai dit pour le NEPAD, nous n'acceptons pas que les fonds de coopération bilatérale soient recyclés dans le NEPAD. Le NEPAD, c'est du nouveau. De la même façon ici nous ne leur demandons pas de recycler dans la solidarité numérique ou autrement ce qui existe déjà. Si c'était le cas on ne serait pas parti à Genève.

**La société de l'information en Afrique suppose certaines conditions comme l'appropriation des nouvelles technologies par les populations. Cela pose des problèmes de sensibilisation et de formation. Quelle part accordez-vous à cet aspect ?**

L'ordinateur est porté au niveau des écoles, des analphabètes et des handicapés, etc., grâce à la coopération internationale. C'est donc dire que le problème est un manque d'équipement. C'est très rassurant d'ailleurs pour l'Afrique que notre retard ne soit pas un retard de structure mentale ou de capacité intellectuelle. C'est simplement une question de moyens et de techniques car si l'Afrique devait se développer en suivant le cursus de l'Europe, des États-Unis ou du Canada, cela demanderait au moins un siècle et demi.

Nous sommes pressés et nous allons copier le Canada et les États-Unis pour entrer directement dans la société de l'information. Au lieu de passer par le développement de l'agriculture, la transformation, l'industrialisation du XIXe siècle, nous sautons à pieds joints dans le numérique. À partir de là, par un effet de feed back, nous allons agir sur le reste. Nous allons utiliser le numérique dans la lutte contre la pauvreté.

Aujourd'hui lorsqu'on apporte certaines informations du Web à des femmes qui voient comment les autres font pour telle ou telle question : la transformation des légumes, comment soigner l'enfant, combattre certaines maladies, cela donne l'importance du numérique dans notre monde actuel. C'est l'exemple de la coopération canadienne. Le fait d'augmenter la capacité des paysans et des femmes en brousse leur fait mieux comprendre leur situation par la comparaison. Le numérique joue ainsi son rôle dans la lutte contre la pauvreté.

**Le défi porte également sur les contenus comme la préservation des savoirs locaux, la circulation des connaissances.**

Nous sommes pressés donc il faut faire les deux. Il faut importer et créer en même temps les conditions de substitution de l'importation. C'est possible. Cela demande deux choses : d'une part, l'intelligence, c'est-à-dire l'aptitude à utiliser ces informations; d'autre part, les moyens et les équipements.

Nous avons les ressources humaines, ce que nous n'avons pas ce sont les équipements. Cela veut dire que c'est un problème à la fois compliqué et difficile. Mais c'est un problème extrêmement passionnant parce que le summum de la recherche scientifique c'est bien le numérique. De toutes les sciences, la plus compliquée et peut-être celle qui mène le monde, c'est bien le numérique. Si nous arrivons à résorber le gap numérique, nous y parviendrons dans tous les autres secteurs.

**L'accès aux technologies de l'information reste tout de même très inégal parmi les populations africaines. Qu'entendez-vous faire pour réduire les disparités au sein des sociétés africaines ?**

J'ai souligné déjà il y a quelques années, lorsqu'on parlait pour la première fois de ces choses-là, que le gap numérique n'existe pas entre certains Sénégalais et les pays développés. Mais ce gap existe globalement entre nous et les pays développés et dans nos propres pays entre Dakar, par exemple et Darou Mousty et Matam<sup>1</sup>.

Si l'on considère le pourcentage de la population capable d'utiliser ou d'accéder aux NTIC, il suffit de faire un graphique, mettant en nuage les pays qui ont tant de téléphones par habitant, tant de sites Web, etc., pour nous apercevoir que nous sommes en bas de la dispersion du nuage alors que des pays très peu nombreux sont tout à fait en haut et concentrent entre leurs mains toutes les possibilités d'équipement et de communication. Alors nous avons dit, puisque nous avons été délégués pour défendre les intérêts de l'Afrique, que nous pouvons dégager une marge supérieure et une marge inférieure raisonnable et accessible pour dire : « c'est ça, la société de l'information ! ».

Nous avons défini une situation par des critères quantitatifs et nous savons maintenant comment faire pour que nous, qui sommes dans la partie inférieure, puissions accéder à la société de l'information. Cela revient simplement à des équipements informatiques mais aussi à la formation pour que nos populations puissent utiliser les instruments et accéder à la société de l'information.

**Il existe déjà en Afrique de graves disparités entre les hommes et les femmes. Comment faire pour éviter que cette première fracture « genre » ne soit pas confirmée et aggravée par la fracture numérique ?**

Vous connaissez déjà le combat que je mène pour la promotion des femmes, l'égalité des chances, et pour donner un coup de pouce aux femmes qui ont du retard par rapport aux hommes du fait de la politique coloniale. L'accessibilité au numérique ne fait que traduire le retard des femmes par rapport aux hommes. Le problème de genre existe ici comme partout ailleurs.

Ma philosophie est de faire en sorte que les femmes accèdent au sommet le plus rapidement possible, ce qui ne dépend que de nous. Elles contribuent plus au niveau de la décision si elles sont au sommet et peuvent influencer sur le progrès des autres femmes et de la société. On ne doit pas confier le sort des femmes aux hommes, ce serait une erreur monumentale. C'est unilatéral et je vous assure que cela ira beaucoup mieux si on confie à des femmes de résorber ce gap qu'elles ont par rapport aux hommes.

**Les Africains posent souvent leur rapport à la technologie en termes d'enracinement et d'ouverture. Comment pourront-ils s'approprier les nouvelles technologies de l'information tout en conservant leur identité en tant qu'Africains ?**

L'identité culturelle ne signifie pas que je ne vais pas prendre l'avion parce que mes ancêtres ne l'ont pas inventé. Il est certain que lorsque l'on utilise ces technologies au niveau populaire, le peuple s'y exprime et y crée selon sa culture. Apprenez à des enfants à dessiner avec un ordinateur, l'enfant du Sénégal ne dessinera pas comme un petit Norvégien. C'est un moyen d'expression culturelle à la disposition de tout le monde. De plus, notre culture sera mieux connue à travers le monde grâce aux nouvelles technologies.

**Le Canada a déjà pris des initiatives pour l'utilisation des nouvelles technologies dans le développement durable, l'amélioration de la connectivité, etc. Comment ces initiatives canadiennes peuvent-elles contribuer aux objectifs du NEPAD dans le secteur des nouvelles technologies de l'information ? Est-ce qu'elles convergent avec la vision sur la solidarité numérique ?**

Sur le principe même, je dois vous dire que la politique que le Canada mène au Sénégal et dans certains pays africains est l'application de la solidarité numérique. C'est par solidarité entre le peuple canadien et le peuple sénégalais, entre le gouvernement canadien et le gouvernement sénégalais, que le Canada nous fait bénéficier des possibilités et des potentialités du numérique, pratiquement dans tous les domaines de la vie économique et sociale.

Vous allez me dire : pourquoi aller chercher la solidarité numérique ? C'est parce que le Canada est le seul pays à le faire ici au Sénégal, c'est-à-dire une coopération aussi complète, aussi profonde, qui embrasse tous les domaines. Je ne dis pas que les autres ne font pas la même chose. Les autres le font dans un certain nombre de secteurs, que ce soit la Banque mondiale, la France ou d'autres pays. Mais à ma connaissance, le Canada est le pays qui le fait le plus largement et de la manière la plus approfondie. Et ça c'est la solidarité. Pourquoi voulez-vous que le Canada fasse cette coopération si ce n'était fondé sur le principe de la solidarité ?

Donc il serait bon de généraliser cela. Mais dès l'instant où on le généralise, on doit en assumer l'organisation. Pour plus d'efficacité, cela passe par l'affirmation de cette solidarité, afin que tous les pays développés qui ont des capacités dans le domaine du numérique nous fassent profiter justement de ces capacités, de ces potentialités pour notre développement.

Avec la coopération canadienne, c'est la résorption du gap numérique que nous sommes en train de faire. Lorsqu'on met des jeunes Sénégalais des écoles en connexion avec des jeunes Canadiens, on a franchi le pas, on a comblé le gap numérique.

Avec le Canada, nous avons de la solidarité numérique, mais l'expression n'existait pas. Je dirais que c'est comme Monsieur Jourdain, qui faisait de la prose sans le savoir.

---

<sup>1</sup> Darou Mousty et Matam sont deux localités sénégalaises parmi les plus éloignées de la capitale Dakar.